

L'Italie, une leçon à méditer pour les dirigeants européens

ÉDOUARD TETREAU ([HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/?ID=21810](https://www.lesechos.fr/journalistes/?ID=21810)) / Associé-gérant de Mediafin | Le 06/06 à 09:11 | Mis à jour à 09:28

LA CHRONIQUE
DE ÉDOUARD TÉTREAU



Fabien Clairefond pour « Les Echos »

S'il est probable que le nouveau gouvernement populiste italien, confronté au réel, finira par en rabattre sur son aventurisme économique, son avènement même doit faire réfléchir nos dirigeants sur le retour du tropisme identitaire.

« La situazione politica in Italia è grave... ma non è seria. » Ici à Rome, on aime à se répéter ces jours-ci cet aphorisme d'Ennio Flaiano, journaliste et auteur italien des années 1960, ami de Fellini.

Oui, la situation politique est grave : le pouvoir est désormais entre les mains d'une alliance improbable entre les humoristes dispendieux du Mouvement 5 étoiles et la droite nationaliste et industrielle de la Ligue, soucieuse d'orthodoxie (<https://www.lesechos.fr/finance->

[marches/vernimmen/definition_orthodoxie.html#xtor=SEC-3168](https://www.lesechos.fr/marches/vernimmen/definition_orthodoxie.html#xtor=SEC-3168)) financière et de sécurité dans un pays surendetté et submergé par les flux migratoires (700.000 migrants arrivés depuis 2013, 90 par jour ces cinq derniers mois). Se multiplient les slogans violents contre les migrants (« faites vos valises »), les chasses aux sorcières (interdiction faite aux francs-maçons de participer au gouvernement), les promesses d'engloutir les finances publiques dans un programme que ne renieraient pas MM. Mélenchon, Maduro et associés.

La situation est donc suffisamment grave pour que l'Europe et les marchés s'inquiètent : **en moins d'un mois le taux italien à 10 ans a grimpé de 0,75 %.**

(<https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/0301734005007-litalie-de-nouveau-attaquee-sur-les-marches-2179523.php>) Et les agences et courtiers anglo-saxons de ressortir avec une jubilation non feinte leurs scénarios les plus apocalyptiques sur l'Italie, cette « nouvelle Grèce » que l'Union européenne ne pourra pas sauver, du fait de la taille de sa dette (2.400 milliards d'euros), de la fin annoncée du programme de soutien de la BCE et de l'hostilité croissante des partenaires européens de l'Italie, Allemagne en tête.

La situation est grave, mais n'est pas sérieuse pour au moins trois raisons.

D'abord, une réalité historique et statistique : l'Italie de l'après-guerre a connu 67 gouvernements en soixante-douze ans. Les gouvernements passent, les slogans et les déclarations tonitruantes aussi ; les faits, eux, demeurent. L'Italie, malgré tous ses maux, demeure la 8^e puissance économique mondiale, a un solde primaire budgétaire positif, jouit d'une richesse patrimoniale inégalée - dans laquelle elle saura puiser en cas de crise grave - et a su maintenir les conditions d'une solidarité familiale et intergénérationnelle réelle.

Ensuite, votre chroniqueur vous parie son poids en mozzarella que ce gouvernement ne passera pas l'année. La réalité des faits aura raison de cette alliance contre nature entre deux populismes que tout oppose. Le juge de paix sera une fois de plus l'euro et la défense, par les Italiens eux-mêmes, de leur portefeuille. C'est une chose de se payer de mots et de slogans incendiaires contre une multitude de boucs émissaires. C'en est une autre **d'abandonner l'euro : (<https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/0301736449975-podcast-marches-derriere-litalie-cest-leuro-qui-est-menace-2179845.php>)** les bureaux d'études estiment qu'une sortie de l'euro entraînerait une dévaluation d'au moins 30 % de la monnaie et donc du pouvoir d'achat italiens. Or, aucun des partenaires européens de l'Italie, encore moins la BCE ni les marchés ne laisseront ce pays générer 100 milliards d'euros de dépenses supplémentaires annuelles, tout en gardant les taux d'emprunt de l'Allemagne ou de la France.

« Une sortie de l'euro entraînerait une réduction d'au moins 30 % du pouvoir d'achat italien. »

Le gouvernement Conte va donc, d'ici à quelques semaines ou quelques mois, implorer ou, à l'image du gouvernement Tsipras, en Grèce, s'obliger à gérer le réel et ses contraintes.

À LIRE AUSSI

Les causes profondes de la crise italienne, par Patrick Artus

(<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/0301764991315-les-causes-profondes-de-la-crise-italienne-2181405.php>)

> Les premiers pas du gouvernement Conte

(<https://www.lesechos.fr/monde/europe/0301754283191-les-premiers-pas-du-gouvernement-conte-2180782.php>)

Mais cet épisode italien révèle une situation autrement plus grave et plus sérieuse : le délitement, sous nos yeux, de la solidarité et de l'union européennes au moment où l'Europe est confrontée à des défis existentiels. Les occasions de sursaut et d'unité de l'Europe ne manquent pourtant pas depuis dix ans : de la crise des subprimes (<https://www.lesechos.fr/26/12/2007/lesechos.fr/300194636-subprime---explications-d-une-crise.htm>) américains de 2008, habilement transformée en crise de l'euro par les Etats-Unis, aux déclarations de guerre commerciale de l'administration Trump à l'ensemble des alliés de l'Amérique, du Canada à l'Europe ; de l'expansionnisme industriel et militaire chinois, sous couvert de nouvelles routes de la soie, à l'accroissement des flux migratoires vers l'Europe.

Or, depuis dix ans, à l'exception notoire de la France d'Emmanuel Macron, les pays d'Europe basculent, les uns après les autres, dans la réaffirmation du fait national et du chacun-pour-soi. Même la très ouverte et très marchande Grande-Bretagne, qu'une certaine bien-pensance française aura du mal à taxer d'« illibéralisme », a choisi le « Britain First », quoi qu'il lui en coûte économiquement (<https://www.lesechos.fr/06/02/2018/lesechos.fr/0301188198252-royaume-uni---brexit-et-croissance-ne-font-pas-bon-menage.htm>).

Dans un XXI^e siècle où les nations réaffirment leur identité et leurs caractères propres, parfois au prix fort économiquement, qui est rétrograde et qui est moderne : les élites qui refusent de voir cette réalité en face et continuent de jouer le jeu d'une société ouverte dans un monde qui se referme ? Ou les peuples qui, défiés par l'accélération des mutations

dans tous les domaines, de la bioéthique à l'économie, se rebiffent. Disent « stop ». A l'instar de l'Italie, pays qui nous ressemble le plus, et a été singulièrement en avance sur la France dans son cycle politique (le berlusconisme annonçant le sarkozysme, MM. Monti, Letta et Renzi annonçant le macronisme), le peuple va chercher des protections et points de repère pluriséculaires. Ceux de la nation et de la famille dans son modèle dit traditionnel.

En niant ces réalités, en exprimant aussi une certaine arrogance technocratique, Barack Obama et les centristes italiens ont favorisé l'émergence de MM. Trump et Salvini dans leurs pays respectifs. Sans renier son positionnement ouvert et européen, celui de la raison, le défi auquel est désormais confronté Emmanuel Macron est de prendre davantage en compte ces demandes raisonnables de protection de nos identités. Avant qu'elles ne deviennent profondément déraisonnables.

Edouard Tétreau